La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M^{me} McDougall, sembla adopter une autre attitude. Parlant à la presse, elle fit savoir qu'elle avait rencontré le chargé d'affaires soviétique, à qui elle avait fait part de l'inquiétude du Canada face aux événements qui secouaient l'URSS et au risque de violences, son inquiétude aussi pour la santé de M. Gorbatchev, et de sa conviction que le processus de réforme devait se poursuivre. Pour ce qui était de savoir si le putsch serait accepté comme un fait accompli, elle déclara que «c'était au peuple soviétique de décider de sa réussite». Quant à reconnaître ou pas la légitimité de ses auteurs, «ceux-ci devaient d'abord faire les preuves de leurs qualités de dirigeants et donner des assurances que le processus de réforme ne serait pas interrompu».⁶

Cette dernière déclaration semblait en contradiction avec celle du premier ministre, qui avait affirmé que le Canada ne reconnaîtrait pas les auteurs du putsch. Cependant, M^{me} McDougall tint ces propos juste avant de s'envoler pour une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et, le lendemain, après ladite réunion, elle fit de nouvelles déclarations sur le sujet. Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN s'étaient entendus sur un communiqué demandant le rétablissement immédiat de M. Gorbatchev dans ses fonctions et la remise en vigueur de la constitution soviétique. À l'occasion d'une conférence de presse, M^{me} McDougall réaffirma que la position de l'OTAN et la position canadienne étaient identiques et ajouta :

Nous attachons la plus grande importance à la sécurité et à la liberté des membres du mouvement réformateur. Nous nous opposons à l'usage de la force, où que ce soit en Union soviétique (...) Nous souhaitons le rétablissement le plus prompt du pouvoir légitime, qu'incarne le mieux et le plus simplement M. Gorbatchev, dont nous espérons le retour en tant que chef de l'État.⁷

Dans un discours prononcé à l'Université Stanford, en septembre, M. Mulroney évoquait les défis que devait relever l'URSS et le lien entre la stabilité économique et politique. Disant de l'éclatement de ce pays qu'il présentait parmi «les possibilités les plus engageantes et les problèmes les plus dangereux» auxquels le monde soit confronté, il émettait la mise en garde suivante :

Loin d'être un triomphe, la naissance de nouveaux États indépendants sera une tragédie si la haine est leur unique raison d'être, si des minorités sont désignées à la vindicte publique, si les économies périssent et que des gens souffrent et meurent faute de nourriture et de

---

⁶ Transcription d'une conférence de presse (bandes enregistrées et transcription pour la presse), 20 août 1991; «It's the Principles That Are Important», *The Toronto Star*, 22 août 1991, p. 16; et «What They Really Said», *The Ottawa Citizen*, 22 août 1991, p. B3.

⁷ Transcription d'une conférence de presse, Bruxelles, 21 août 1991.